

VIII. Droit pénal des sociétés

- Société - société anonyme - administrateur - abus de biens - action civile - actionnaire - fusion-absorption par la société mère - recevabilité, Cass. crim. 2 avril 2003, note Bernard BOULOC 568

Sommaires de jurisprudence

- Association - membre - pouvoir disciplinaire-exclusion - contrôle judiciaire (CA Paris, 1^{er} ch. A, 1^{er} avril 2003) 573
- Sociétés en général - dirigeant - dirigeant de fait - notion - caractérisation (CA Paris 3^e ch. B, 2 mai 2003) 574

Législation et réglementation

I. Règlement/Directive

- Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) 575
- Directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs 614

II. Lois

- Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit 614
- Loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière 620
- Loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique 680

III. Décret

- Décret n° 2003-570 du 27 juin 2003 réglementant les relations financières avec certaines personnes ou entités 702

IV. Arrêtés

- Arrêté du 19 mai 2003 portant homologation des règlements 2003-01 et 2003-02 de la Commission des opérations de bourse 702
- Arrêté du 19 mai 2003 portant homologation du règlement 2003-04 de la Commission des opérations de bourse 702

Bibliographie

I. Comptes rendus d'ouvrages	703
II. Bibliographie thématique	705
III. Actualités bibliographiques	707
V. Thèses de doctorat	712

Reg	<input checked="" type="checkbox"/>
Cat.	<input type="checkbox"/>
Clas.	<input type="checkbox"/>

20 FEB. 2009

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

III. Société en nom collectif

- Cautionnement - objet social - consentement unanime des associés - cautionnement non contraire à l'intérêt social, Cass. com. 18 mars 2003, note Yves GUYON 500

IV. Sociétés civiles

- Société civile constituée avant le 1^{er} juillet 1978 - défaut d'immatriculation dans le délai imparti par la loi NRE du 15 mai 2001 (art. 44) - immatriculation impossible, CA Paris 3^e ch. C, 13 mai 2003, note Yves GUYON 504
- Société civile - société constituée avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 janvier 1978 - société non immatriculée - société dissoute - action des créanciers contre un associé non liquidateur de la société - absence de réquisition d'immatriculation - absence de publicité de la dissolution - prescription de l'action - détermination du délai - application de l'article 1859 c. civ. (non), Cass. 3^e civ. 7 mai 2003, note Bernard SAINTOURENS 506

V. Valeurs mobilières

- Inscription en compte - valeurs mobilières - conflit de propriété - présomption simple de propriété - régularité de l'inscription - absence de session - inversion de la charge de la preuve - appréciation souveraine des juges du fond, Cass. com., 22 octobre 2002, note Matthieu DUBERTRET 511

VI. Droit communautaire des sociétés

- Comptes annuels - provision pour perte - mode d'évaluation approprié - respect de l'image fidèle du patrimoine - droit communautaire - droit comptable - interprétation, CJCE 7 janvier 2003, note François PASQUALINI et Valeria PASQUALINI-SALERNO 521

VII. Sociétés et propriétés intellectuelles

- Dénomination sociale - nom patronymique notoire - identité d'activité de la société et du titulaire du nom - dépôt par la société de marques incluant le nom - absence d'accord du titulaire - absence de renonciation - sanction (art. 1134 c. civ. et L. 711-4 du CPI), Cass. com. 6 mai 2003, note Gilbert PARLÉANI 548
- Marque de fabrique - protection - marque renommée ou notoire - faute - avilissement de la marque (oui) - usurpation (absence d'influence) - dénomination sociale - protection - risque de confusion (non), Cass. com. 11 mars 2003, note Frédéric POLLAUD-DULIAN 557

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- La loi pour l'initiative économique et le droit des sociétés, par Paul LE CANNU 409
- La rénovation du statut des associations d'actionnaires et d'investisseurs : un épiphénomène révélateur du besoin d'évolution en droit des sociétés (art. L. 126 et s. de la loi relative à la sécurité financière du 1^{er} août 2003), par Benoît LE BARS 428
- La sanction civile en droit des sociétés, par Marc AZAVANT 442

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Société en général - dirigeants - responsabilité à l'égard des tiers - faute séparable des fonctions - notion, Cass. com. 20 mai 2003, note Jean-François BARBIÈRI 479
- Société anonyme - apport partiel d'actif placé sous le régime des scissions - action en nullité exercée par un actionnaire - assemblée générale extraordinaire approuvant l'apport - prescription de l'action en nullité - délai de six mois - absence de cause de suspension. Action de nuisance - actionnaire minoritaire - unique dessein de nuire - abus du droit d'agir, Cass. com. 3 juin 2003, note Paul LE CANNU 489

II. Société à responsabilité limitée

- Sociétés à responsabilité limitée - gérant - cessation des fonctions - cessation par arrivée du terme - renouvellement des fonctions - droit du gérant (non) - circonstances vexatoires - dommages et intérêts (oui). Sociétés à responsabilité limitée - assemblée générale - convocation - irrégularité - nullité - personne pouvant s'en prévaloir - associé seulement, Cass. com. 17 décembre 2002, note Jean-François BARBIÈRI 493